

LA RUSSIE ENTRERA-T-ELLE DANS LE XXI^e SIÈCLE À REÇULONS ?

PATRICK LEMOINE

En cette fin de siècle la question : « Où va la Russie ? » est à nouveau à l'ordre du jour. Cela peut paraître paradoxal dans la mesure où depuis bientôt dix ans le pays a rompu avec le totalitarisme, affirmé régulièrement son attachement à la défense des libertés, au marché et à son intégration au monde occidental.

Le 26 mars dernier s'est déroulée la deuxième élection présidentielle de l'ère nouvelle. Consacrant l'enracinement de la démocratie, elle devrait rassurer l'ensemble de la communauté internationale sur l'avenir du pays, d'autant plus qu'elle sonne la fin d'une époque tourmentée, marquée par de nombreuses dérives, des scandales politico-financiers, de multiples affaires liées au « clan Eltsine ». L'élection de Vladimir Poutine, homme jeune, énergique, dynamique et nouveau sur la scène politique, ne peut donc que susciter des espoirs et nous amener à penser que la Russie a définitivement tourné la page pour s'intégrer réellement à ce fameux monde « civilisé » qu'elle aspire à rejoindre.

Les choses ne sont cependant pas si simples. La personnalité du nouveau président, issu du KGB et adepte d'un discours et de pratiques musclés, amène à se poser bien des questions. La situation

du pays, en guerre contre l'un de ses « sujets » et dont l'économie reste fragile, demeure fort préoccupante. Les discours patriotiques et la demande d'un régime autoritaire ne peuvent que renforcer les craintes des démocrates à l'intérieur comme à l'extérieur de la Russie.

Faut-il craindre un retour en arrière ? C'est la question à laquelle nous essaierons de répondre en étudiant les conditions dans lesquelles se sont déroulées les dernières élections présidentielles, mais aussi le personnage de Vladimir Poutine, à travers sa personnalité, ses rapports avec l'autoritarisme et ses premiers actes en tant que président.

LES ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES DE 1996 ET 2000 ET LA GUERRE DE TCHÉTCHÉNIE

Le 26 mars 2000, Vladimir Poutine devient donc le deuxième président de la Fédération de Russie. Cet événement est salué par les Russes et par les Occidentaux comme étant la preuve que la démocratie est bien installée en Russie. Mais qu'en est-il exactement ? Un parallèle avec les élections de 1996 peut apporter quelques réponses. Les deux élections ont en effet en commun de s'être déroulées sur fond de guerre en Tchétchénie, d'avoir été entourées de rumeurs de report ou d'annulation et de s'être finalement tenues, dans des conditions que nous qualifierons de globalement satisfaisantes pour ne pas entrer dans le jeu des polémiques¹. Mais derrière ces similitudes on note un autre contexte.

Juin 1996 marquait la fin du premier mandat de Boris Eltsine, élu président de la RSFSR, au premier tour, en juin 1991 avec plus de 57 % des voix. La popularité du président russe, qui atteint son apogée lors des journées du putsch manqué d'août 1991, va ensuite

1. Il est bon de rappeler que, si dans les deux cas les élections ont reçu l'aval, avec cependant des réserves, des observateurs occidentaux, les campagnes ont été marquées par une propagande effrénée en faveur du candidat officiel dans les médias et que les pressions sur les électeurs ont été nombreuses dans les régions de la part des autorités. On peut également noter que des fraudes massives ont été dénoncées et que l'élection au premier tour de V. Poutine est sérieusement mise en doute, aussi bien par ses adversaires que par des médias comme les journaux *Kommersant* et *Moscow News*. Il semblerait que le score réel de V. Poutine soit de 42 % des voix et non de 52,5 %, comme l'ont proclamé les résultats officiels.

régulièrement chuter au fil des réformes et de ses initiatives plus ou moins réfléchies et couronnées de succès. Parmi ces dernières, figure la décision de ramener la Tchétchénie à la raison. La république avait proclamé son indépendance le 27 octobre 1991, à un moment où l'URSS était en pleine décomposition, et les rappels à l'ordre épisodiques de Moscou furent toujours ignorés. Mais à la fin de 1994, alors que la Russie reste désespérément plongée dans la crise, le pouvoir décide de montrer son autorité et se lance dans la lutte pour le maintien de l'intégrité territoriale. L'opération, qui selon les dires du ministre de la Défense Pavel Gratchev, devait être réglée en une semaine, tourne à la catastrophe. Les troupes russes s'enlisent, subissent de nombreux revers et rapidement l'opinion publique prend à partie le pouvoir et demande l'arrêt des hostilités. Les élections législatives de 1995, qui se déroulent dans ce contexte, voient une nette victoire de l'opposition communiste et nationaliste.

La guerre de Tchétchénie devient alors un événement majeur de la vie politique russe et l'absence de solution rapide ne peut que sérieusement hypothéquer les chances de Boris Eltsine aux élections présidentielles. Ses proches hésitent entre deux possibilités : trouver un candidat « présentable » ou reporter les élections. Conscient du problème, B. Eltsine déclarera le 8 février 1996 à ITAR-TASS :

« Si on fait partir l'armée de Tchétchénie, ce sera la tuerie, mais si on ne le fait pas, ce n'est pas la peine que je me présente à l'élection présidentielle, le peuple ne me soutiendra pas. »

Il charge donc le premier ministre Viktor Tchernomyrdine d'étudier un règlement du conflit et le 15 février il annonce sa candidature pour un deuxième mandat.

Boris Eltsine bénéficie alors d'un soutien sans faille de la télévision qui interdit pratiquement d'antenne ses adversaires. Les journaux démocratiques tardent à emboîter le pas. Mais faute de candidat ayant une chance réelle de s'imposer face à Guennadi Ziouganov, du parti communiste, ils se rallient finalement à Eltsine, faisant le choix du « moindre mal ». Les médias qui soutiennent le président sortant mènent campagne contre la menace d'une victoire des bolcheviks, ce qui entraînerait un retour au passé et la fin des libertés. Cela n'empêche pas certains journaux de continuer à demander l'arrêt des hostilités en Tchétchénie et de se montrer très critiques envers le pouvoir.

La fin de la guerre en Tchétchénie et la défense des libertés sont donc les deux grands thèmes des élections présidentielles de 1996. Quatre ans plus tard, les choses ont changé. Une opération antiterroriste a été déclenchée au cours de l'été 1999 en réponse à une incursion tchétchène au Daghestan. Cette opération se transforme en deuxième guerre de Tchétchénie et, après la vague d'attentats qui secoue la Russie en septembre, elle reçoit un large soutien populaire. Il ne s'agit plus d'arrêter la guerre, mais d'aller jusqu'au bout, d'exterminer le dernier terroriste qui devient rapidement tout Tchétchène de sexe masculin en âge de porter une arme. Tout cela s'accompagne d'un discours musclé et il n'est évidemment plus question de parler de défense des libertés, mais plutôt de rétablissement de l'Etat, d'un Etat fort, sachant se faire respecter chez lui et à l'extérieur de ses frontières. Et l'homme qui incarne ce tournant est précisément le premier ministre, président par intérim, candidat et grand favori des élections présidentielles, Vladimir Poutine.

L'ASCENSION DE VLADIMIR POUTINE

Vladimir Poutine est nommé à la tête du gouvernement le 9 août 1999 après le limogeage de Sergueï Stepachine, un proche de Boris Eltsine qui avait été nommé le 12 mai 1999. Le président justifie son choix par le fait que Stepachine n'est pas parvenu à rallier les dirigeants régionaux qui ont préféré créer leur mouvement « La Patrie-Toute la Russie » (*Otečestvo-Vsja Rossiia*), s'associant ainsi au maire de Moscou, Iouri Loujkov, en vue des élections législatives de décembre 1999. Il annonce par ailleurs que Vladimir Poutine est son dauphin pour l'élection présidentielle prévue en juin 2000.

Poutine est alors le cinquième premier ministre proposé par Boris Eltsine en moins d'un an et demi. On sent de plus en plus la fin du régime et les initiatives du président retiennent de moins en moins l'attention. C'est ainsi que la plupart des députés interviewés le jour même affirmèrent qu'ils voteraient l'investiture de Poutine car le pays n'avait que trop perdu de temps et que l'essentiel était de se mettre au travail. Quant à la chaîne indépendante NTV, elle traitait l'événement à sa manière dans son émission « Segodnia-

tchko », où, dans la question quotidienne adressée aux téléspectateurs, on demandait si au cours des derniers dix-huit mois ils avaient changé autant ou plus de partenaires que Boris Eltsine de premiers ministres. Bref, en ce 9 août, l'arrivée de Vladimir Poutine à la tête du gouvernement est avant tout ressentie comme un événement mineur et les 1 % d'intentions de vote dont il est alors crédité ne font que renforcer l'aspect secondaire de l'événement.

En fait, Eltsine avait joué là un coup de maître. Le nouveau premier ministre va en effet se montrer à la hauteur de la situation et répondre à l'attente du pays en quête d'un Etat et d'une fierté nationale, en agissant sur un seul terrain : la lutte antiterroriste. Alors qu'au lendemain de sa nomination les rebelles tchéchènes, infiltrés au Daghestan, annoncent la création d'un « Etat indépendant et islamiste », Vladimir Poutine décide le 13 août de lancer une offensive contre les troupes de Chamil Bassaev avec menace de frapper ses bases jusqu'en Tchétchénie.

L'opération est en route mais tarde à donner des résultats. C'est alors qu'en septembre le premier ministre bénéficie d'un coup de pouce du destin qui se manifeste sous forme d'attentats à Bouï-naksk, au Daghestan, (4 septembre), à Moscou (9 et 13 septembre) et à Volgograd, dans le sud-ouest de la Russie (16 septembre). Ces attentats qui font environ 300 morts plongent le pays en état de choc. Les autorités réagissent rapidement en désignant les Tchétchènes comme responsables, au terme d'une enquête vite expédiée et dont les résultats parviendront bien tard et ne dissiperont pas tous les doutes². La capitale tchéchène est bombardée à partir du 23 septembre et les troupes russes font leur entrée dans la république indépendantiste le 1^{er} octobre.

Le discours musclé de Vladimir Poutine qui promet d'aller « buter les terroristes dans les chiottes » est en harmonie avec l'état

2. Cf. Boris Tul'skij, « 500 tysjač dollarov za vzryvy v Moskve i Volgogradsk. Rossijskimi specslužbami polučeny dokazatel'stva pričastnosti čečenskix polevyx komandirov k organizacii teraktov na territorii Rossii » [500 000 dollars pour les explosions à Moscou et Volgograd. Les services spéciaux russes ont obtenu les preuves de l'implication de commandants tchéchènes dans l'organisation d'actes terroristes sur le territoire de la Russie], *Nezavisimaja gazeta*, 24 juin 2000. Le journaliste rapportait que les services spéciaux russes avaient retrouvé en Tchétchénie des engins et des brochures expliquant comment faire des explosifs et comment faire sauter des immeubles. Les services affirmaient aussi avoir identifié les auteurs des attentats et en avoir arrêté plusieurs.

d'esprit d'une population traumatisée et est parfaitement relayé par la presse qui entretient la haine des terroristes. La Russie retrouve une mission sacrée : défendre le monde civilisé contre le terrorisme islamiste qui a justement choisi pour base la Tchétchénie. Et elle entend bien mener sa mission à terme, à condition toutefois que l'Occident ne la dérange pas, comme le titrait le journal *Nezavissimaïa gazeta* le 5 novembre 1999³. Et l'homme qui se charge de cette mission est précisément Vladimir Poutine qui commence en même temps son envolée dans les sondages.

La nouvelle donne politique a certes interpellé quelques personnes. Evgueni Primakov et son allié Iouri Loujkov mirent en cause le Kremlin dans le déclenchement de la guerre en Tchétchénie et laissèrent entendre que le FSB (successeur du KGB) n'était pas pour rien dans les attentats. Le journal *Moskovski komsomolets* émit la même hypothèse. Mais ces voix restèrent bien esseulées et, malgré l'absence de preuves formelles, la piste tchétchène fut la seule officiellement retenue. Poutine devint omniprésent sur ORT, la chaîne de télévision dirigée par Boris Berezovski, s'affichant comme l'homme fort auquel aspirait le pays. La campagne des législatives de décembre se déroula donc sur fond d'opération « antiterroriste », mais aussi de nombreux « dossiers compromettants » (*kompromaty*) destinés à discréditer la coalition « La Patrie-Toute la Russie » de Primakov et Loujkov. Quant à Poutine, il s'abritait derrière le mouvement « Unité » (*Edinstvo*), lancé en septembre et dirigé par Sergueï Choïgou, ministre des situations d'urgence, et dont l'essentiel du programme se résumait à un soutien au premier ministre...

LE PARCOURS DE VLADIMIR POUTINE

Qui est donc Vladimir Poutine ? Qui est cet inconnu, désigné comme dauphin par un président discrédité (ce que tout le monde considérerait comme un handicap insurmontable) et qui se retrouve propulsé quelques mois plus tard à la tête de la Russie ?

Une réponse est donnée par l'intéressé lui-même :

3. « Rossija spravitsja s terrorizmom. Liš' by ne mešal Zapad » [La Russie viendra à bout du terrorisme. Pourvu que l'Occident ne (la) gêne pas], *Nezavisimaja gazeta*, 5 novembre 1999.

« Ma vie est simple comme une ligne de la main. Après l'école, je suis entré à l'université ; de là je suis allé au KGB ; du KGB, à la mairie de Saint-Pétersbourg ; de là, à l'administration présidentielle ; ensuite au FSB (ex-KGB) ; puis je suis devenu premier ministre, puis président par intérim... »

C'est en ces termes que Poutine résumait sa biographie dans une série d'entretiens au journal *Kommersant*⁴.

Ces propos méritent un petit développement. Vladimir Poutine a fait des études de droit à l'université de Leningrad où il fut l'étudiant d'Anatoli Sobtchak qu'il retrouvera quelques années plus tard. Il est diplômé en 1975 et le KGB prend contact avec lui, l'invitant à rejoindre les rangs des « forces vives de la nation ». Il convient toutefois de préciser que cette démarche ne se faisait certainement pas au hasard. Le père de Poutine était en effet passé par le NKVD (ancêtre du KGB) dans sa jeunesse, et le jeune Vladimir manifesta très tôt son désir de devenir espion, ce qui l'amena à se présenter spontanément au bureau local du KGB. Il va passer quinze ans dans la maison, plus précisément dans les services des renseignements extérieurs, effectuant la plupart de ses missions en Allemagne, en Autriche et en Suisse. A la fin des années quatre-vingt, il est rappelé à Leningrad et en 1990 son ancien professeur de droit, président du soviet de la ville, lui propose un poste de conseiller. Un an plus tard, Leningrad étant redevenue Saint-Pétersbourg et Sobtchak en étant le maire, Poutine s'occupe des relations extérieures de la municipalité et a ainsi en charge les investissements étrangers. Il devient très vite un homme incontournable, ce qui explique qu'il soit nommé en mars 1994 premier adjoint au maire. La chute de Sobtchak en 1996 permet à Poutine, épargné par les accusations qui s'abattent sur l'ancien maire, de monter à Moscou, recommandé par un autre « Léningradois », Anatoli Tchoubaïs. En mars 1997 il devient numéro deux de l'administration présidentielle, ce qui lui permet de constituer d'importants dossiers sur certains gouverneurs. En juillet 1998 il retrouve sa « maison » en devenant directeur du FSB et a ainsi l'occasion de montrer sa loyauté envers ses amis et sa fidélité à la « famille ». C'est en effet Vladimir Poutine qui contribuera à discréditer le procureur général Iouri Skouratov en faisant largement diffuser une cassette vidéo où

4. Ces informations sont tirées de l'article de François Bonnet, « Vladimir Poutine est élu dès le premier tour président de la Fédération de Russie », *Le Monde*, 28 mars 2000.

l'on semble voir le procureur filmé au lit avec deux prostituées. Cette attaque, qui rappelle les bonnes vieilles traditions du KGB, sera un rude coup porté à Skouratov et permettra l'arrêt des procédures engagées contre des proches de Boris Eltsine. Enfin en août 1999, Poutine est nommé à la tête du gouvernement.

Ces faits mettent en avant l'attachement profond de Vladimir Poutine aux organes de sécurité et sa loyauté envers ses amis. Cependant ils nous renseignent peu sur « l'homme Poutine ». Or c'est précisément sur ce point que le mystère reste entier et permet toutes les hypothèses.

QUI EST VLADIMIR POUTINE ?

Tout le monde s'accorde à reconnaître que Vladimir Poutine aime garder le culte du secret et ne livre de lui que ce qu'il veut bien. A partir de là, chacun peut se forger sa propre opinion sur l'homme. Dans une interview à *Nezavissimaïa gazeta*, Boris Nemtsov, un des leaders de la droite russe, émettait l'avis suivant :

« D'après ses [de V. Poutine] déclarations et ses actions, je ne peux dire ce qu'il veut. Les uns disent que c'est un dictateur en puissance, d'autres qu'il est libéral, les troisièmes qu'il est communiste. C'est une bonne position avant les élections, parce que Vladimir Poutine en tant que mythe peut rassembler beaucoup de voix : chacun met dans son nom son propre contenu et cela lui convient⁵. »

Ce jugement était repris par Alexandre Rahr de l'Institut allemand de politique étrangère sur Arte lors d'une émission intitulée « Où va la Russie », diffusée le 16 mars 2000. Alexandre Rahr comparait en effet Poutine à une « page blanche ». Selon le politologue, chaque Russe se fait une image différente de Poutine : réformateur, démocrate, grand chef du pays, militariste, homme qui mettra fin à la corruption dans le pays. Il est l'homme dont chacun attend la solution de ses problèmes. Pour sa part, Igor Malachenko, bras droit de Vladimir Goussinski, directeur de Media-Most, parlait, à propos de la carrière du président par intérim, de « boîte noire » que personne ne s'est encore risqué à ouvrir.

5. « Kto on na samom dele ? » [Qui est-il en fait ?], interview de Boris Nemcov, *Nezavisimaja gazeta*, 1^{er} février 2000.

Mais il y a aussi des jugements plus nets sur Vladimir Poutine, dont celui de l'ex-maire de Saint-Pétersbourg, Anatoli Sobtchak :

« Poutine est notre Napoléon russe qui est venu réconcilier les organes de force (*silovye organy*) avec les normes démocratiques⁶. »

Sobtchak se portait par ailleurs entièrement garant des orientations démocratiques de Poutine, affirmant qu'il ne le voyait pas « serrer les boulons » ou « enfreindre la légalité ». Il mettait aussi en avant le passage de Poutine à l'université de Léninegrad, célèbre pour son esprit épris de liberté et ses traditions démocratiques⁷.

LE DÉBAT SUR L'AUTORITARISME ET LA POSITION DE L'INTELLIGENTSIA

La majorité des observateurs voient avant tout en Vladimir Poutine un homme autoritaire, ce qui est apprécié par ceux qui veulent un retour à l'ordre, mais redouté par les autres qui craignent de voir leur pays renouer avec le passé. Nous nous retrouvons en face du problème de l'autoritarisme qui anime régulièrement la vie politique russe depuis la fin de la *perestroïka* et qui a retrouvé une nouvelle vigueur avec la montée en puissance de Poutine.

Ce débat sur l'autoritarisme apparaît sous la *perestroïka* au cours de l'été 1989. Mikhaïl Gorbatchev est au pouvoir depuis plus de quatre ans. L'URSS est en pleine crise économique, les mouvements nationalistes commencent à prendre une ampleur inquiétante et Gorbatchev est pris entre les conservateurs du parti qui, paniqués par l'ampleur des changements, veulent tout arrêter et les libéraux qui le poussent dans le sens d'une accélération du mouvement. On a l'impression d'un pays non gouverné, avec un pouvoir incapable de faire appliquer ses réformes et surtout qui ne donne pas l'impression de savoir où il va.

En juillet 1989, la revue *Novy mir* publie un article du politologue A. Migranian, intitulé « Le long chemin vers la maison européenne », dans lequel l'auteur explique que le passage à la démo-

6. Ces propos sont rapportés par Oleg Osetinskij dans l'article « Putin i Titov : cvet russkogo ringa » [Poutine et Titov : la fleur du ring russe], *Literaturnaja gazeta*, 9, 2000.

7. Déclarations provenant de la dernière interview de A. Sobčak, « On sumel stat' nezamenimym » [Il a su devenir irremplaçable], *Literaturnaja gazeta*, 8, 2000.

cratie ne peut se faire instantanément, d'un bond. Selon Migranian, il est nécessaire de maintenir un régime autoritaire jusqu'à ce que se forme une véritable société civile. Ce pouvoir autoritaire n'est pas totalitaire, c'est-à-dire qu'il permet l'existence d'une opposition et d'élections. Se situant dans le cadre du régime soviétique, Migranian ne remet pas en cause le Parti communiste, mais il pense qu'il doit se démarquer de l'Etat, élaborer un programme politique et contribuer à la création d'organes politiques indépendants. La démocratie ne pourra être atteinte que lorsque les organes législatifs se mettront à fonctionner avec efficacité. Et pour mettre en place ce système, il faut ce qu'il appelle un « autoritarisme éclairé⁸ ».

Un mois plus tard la *Literatournaïa gazeta* lance le débat avec un échange de vues entre Migranian et un autre politologue, I. Kliamkine⁹. Les deux hommes expliquaient que jamais dans l'histoire le passage à l'économie de marché ne s'était fait parallèlement à la démocratisation, mais que c'était toujours un régime absolutiste qui avait créé le marché national. Migranian allait le plus loin en se prononçant pour une dictature qui aurait pour mission de sortir le pays de la crise.

Un large débat va alors s'ouvrir dans la presse où vont s'affronter partisans et adversaires de l'autoritarisme. Parmi ceux qui réfutent les thèses de Migranian et Kliamkine, on trouve de grandes figures de l'intelligentsia libérale, comme Leonid Batkine qui met en garde contre les dangers de dictature et affirme que s'il y a nécessité d'un pouvoir fort pour impulser les réformes économiques, ce pouvoir peut être démocratique¹⁰. Et pour beaucoup un tel pouvoir peut s'incarner dans un régime présidentiel. C'est aussi la solution que semble adopter Mikhaïl Gorbatchev avec une nouvelle réforme du pouvoir proposée en février 1990 et qui permet la création d'un véritable régime présidentiel.

8. A. Migranjan, « Dolgij put' k evropejskomu domu » [Le long chemin vers la maison européenne], *Novyj mir*, 1989, 7, p. 166-184.

9. « Nužna li "železnaja ruka" ? » [Faut-il une « main de fer » ?], *Literaturnaja gazeta*, 33, 1989.

10. « Mertvyj xvataet živogo : "Demokratičeskij diktator" — xuže ne pridumaeš' » [Le mort attrape le vivant : il n'y a pas de pire invention que le « dictateur démocratique »], *Literaturnaja gazeta*, 38, 1989.

Mais comme nous le savons, les réformes en chaîne du dirigeant soviétique n'ont rien donné pour diverses raisons sur lesquelles nous ne reviendrons pas ici. Et au fur et à mesure que le pays s'enfonçait dans la crise, de plus en plus de voix se faisaient entendre en faveur de mesures énergiques pour un retour à l'ordre. Le modèle devint le Chili d'Augusto Pinochet et on se mit à la recherche du « Pinochet russe ». On crut le trouver en août 1991, mais on n'eut alors affaire qu'à des apprentis dictateurs et la tentative de putsch échoua. Toutefois cet échec ne résolvait pas les problèmes du pays et l'équipe de Boris Eltsine se trouva confrontée aux mêmes difficultés économiques, si bien que le président russe fut vite conduit à avoir recours à des mesures autoritaires pour faire passer ses réformes, ce qui mit l'intelligentsia et les démocrates dans une situation difficile¹¹.

Ils vont finalement se rallier à l'autoritarisme après la chute de l'URSS et cela au nom de la liberté et de la démocratie. Alors que le gouvernement russe, qui a lancé la « thérapie de choc », se trouve en conflit avec le Soviet Suprême, l'intelligentsia démocratique se range résolument aux côtés de « son » président. Les appels à l'ordre et à des mesures fermes contre ceux qui veulent ramener le pays en arrière se multiplient à partir du printemps 1993 et l'on peut considérer que l'intelligentsia démocratique a largement contribué à décider Boris Eltsine à dissoudre le Soviet Suprême le 21 septembre 1993. Nos démocrates iront jusqu'au bout de leur démarche en assumant totalement les événements qui s'ensuivront et en signant une lettre restée célèbre, le 5 octobre 1993, au lendemain de l'assaut contre le Parlement¹².

On entendra encore quelques appels à la fermeté au cours de l'année 1994, puis le silence va s'établir. L'intelligentsia est confrontée à son tour à la crise et doit songer avant tout à ses

11. Voir : L. R., « El'cin risknul » [Eltsine a risqué], *Literaturnaja gazeta*, 42, 1993. Cet article évoque parfaitement l'embarras des démocrates ; l'auteur, tout en comprenant leurs réticences à soutenir les mesures d'exception préconisées par Boris Eltsine, considère qu'il n'y a pas d'autre choix. Selon lui, il fallait réduire la démocratie pour mener les réformes nécessaires.

12. « Pisateli trebujut ot pravitel'stva rešitel'nyx dejstvij » [Les écrivains exigent du gouvernement des actions résolues], *Izvestija*, 5 octobre 1993. Dans cette lettre les écrivains faisaient peser l'entière responsabilité des événements sur les « bruns-rouges » et demandaient des mesures énergiques à leur encontre.

moyens de subsistance. De plus elle s'est rendue compte que Eltsine jouait plus avec elle qu'il ne l'écoutait.

VLADIMIR POUTINE : L'HOMME PROVIDENTIEL

L'idée d'autoritarisme réapparaît au cours de l'été 1998. Il ne s'agit plus de mettre au pas l'opposition nationalo-communiste, mais de lutter contre la corruption pour permettre enfin la mise en place d'un Etat de droit civilisé et d'une véritable démocratie. A nouveau s'affrontent partisans et adversaires de l'autoritarisme, mais la lassitude de la population et la profonde crise que traverse la Russie font que cette fois l'avantage tourne en faveur des premiers. Le pays est las du laisser-aller, de la corruption, de la mafia, il veut de l'ordre et, comme nous l'avons vu, Vladimir Poutine va parfaitement répondre à cette aspiration.

Son discours musclé qui correspond à ses actes est en harmonie avec l'air du temps. Et dans ce qu'on peut considérer comme son programme, il promet de rétablir l'ordre et de redonner sa grandeur à la Russie¹³. Sans remettre en cause les choix du pays depuis 1992, Poutine considère qu'il faut tirer les leçons du passé et du présent. Rappelant l'importance du patriotisme, il se prononce pour une concorde sociale qui doit se faire dans la démocratie avec un Etat fort, garant de l'ordre. Cet Etat fort ne saurait cependant être un Etat totalitaire, mais un « Etat fédéré de droit, capable de fonctionner ». Poutine s'engage également à lutter contre la criminalité, la corruption et aussi à faire rentrer dans la légalité les républiques et régions de la Fédération dont les lois sont anticonstitutionnelles.

D'une manière générale il n'y avait rien de très inquiétant dans les propos de celui qui n'était encore que premier ministre, si l'on excepte des phrases assez floues sur le rôle de l'Etat dans l'économie et le rappel insistant sur la nécessité d'un Etat fort. En fait, si inquiétude il devait y avoir, il fallait plutôt la chercher du côté d'une mise en condition du pays. On a déjà vu comment la guerre de Tchétchénie a été utilisée. Après la démission de Boris Eltsine, c'est Vladimir Poutine qui est au centre de la vie politique et qui

13. « Rossija na rubeže tysjačletij » [La Russie à la frontière des millénaires], *Nezavisimaja gazeta*, 30 décembre 1999.

retient toute l'attention des médias. Il devient l'homme providentiel, celui qui sauvera la Russie et que le pays ne peut pas ne pas élire. Vitali Tretiakov, rédacteur en chef de *Nezavissimaïa gazeta* expliquait ainsi pourquoi la Russie avait besoin d'un président comme Poutine :

« Dans un pays où l'irresponsabilité politique a mené le bal ces dix dernières années, où il n'y a pas de partis et où les élites se partagent le territoire de la métropole comme il n'est permis de diviser que des colonies, où une partie des médias et une partie des gens qui se considèrent hommes politiques soutiennent ouvertement non pas tant des opposants que de véritables ennemis de leur pays, tôt ou tard doit surgir un "tchékiste éclairé" de ce genre (il faut croire qu'il ne nous reste pas d'autres pépinières de structure de l'Etat que les "organes"). Et il a surgi¹⁴. »

Il faut retenir de ce passage la qualification de « tchékiste éclairé » attribuée à Poutine et le coup de chapeau rendu aux « organes », car cela se situe dans un mouvement général de réhabilitation du KGB et des « valeureux tchékistes ».

LE RETOUR DU KGB

La remise à l'honneur des « organes » se fait par l'intermédiaire de films, feuilletons et émissions à la télévision, mais aussi d'articles dans la presse. On rappelle le rôle de Iouri Andropov, ex-chef du KGB devenu secrétaire général du PCUS, présenté comme précurseur de la perestroïka. Oleg Ossetinski résume les choses ainsi :

« Poutine est entré au KGB sous Andropov, n'est-ce pas ? Que savons-nous de l'époque d'Andropov ? Aussi peu au fond que de Poutine. Poutine avait 28 ans, quand le KGB, agité par les innovations d'Andropov se scinda manifestement en deux parties, l'une assurant le maintien de l'ordre, l'autre libérale. Et c'est précisément cette dernière, bonne ou mauvaise, qui fut à l'initiative de la perestroïka. Elle apporta, bien sûr, le pouvoir et l'argent aux futurs secrétaires de parti oligarques, mais elle apporta aussi au peuple certains espoirs qui furent anéantis du temps de Gaïdar-Eltsine-Tchoubaïs. Eh bien Poutine est un enfant de cette "nouvelle vague"¹⁵ ! »

14. « Operacija "s Novym godom !" ». Boris El'cin dosročno otreksja ot vlasti, a Vladimir Putin ee dosročno prinjal » [Opération « Bonne année ! » Boris Eltsine a renoncé au pouvoir par anticipation et Vladimir Poutine l'a pris par anticipation], *Nezavisimaja gazeta*, 6 janvier 2000.

15. Oleg Osetinskij, « Gospodin Optimal » [Monsieur Optimal], *Literaturnaja gazeta*, 14, 2000.

Toute cette campagne à la gloire du KGB tend à masquer son rôle répressif pour ne garder que le côté positif d'Andropov, l'homme qui fit monter Gorbatchev et qui fut le premier à vouloir transformer le pays. Or il faut bien comprendre que cette vision des choses ne reflète pas l'exacte vérité et que nous avons affaire à une véritable propagande. La volonté de réformes de Iouri Andropov est certes indéniable. Cependant il n'était pas question pour lui de toucher au système. On ne peut oublier qu'il fut le combattant acharné de la dissidence et qu'il était fier d'avoir réussi à faire taire les voix discordantes. La période où il fut à la tête du KGB reste marquée par la présence pesante des « organes » qui surveillaient activement la population et voyaient en chaque touriste étranger un espion potentiel. Même si on sentait que « ça bougeait » dans le pays, les marges de manœuvre étaient plus que limitées et le brejnévisme était un régime autoritaire dur. Parler de fraction « libérale » du KGB ne peut alors s'entendre que d'un point de vue économique et l'on sait qu'à ce niveau le libéralisme ne s'accompagne pas toujours de la démocratie. Le Chili de Pinochet en est un bon exemple.

La menace pesant sur la Russie d'un retour au premier plan du KGB a bien été sentie par certains démocrates. Il en est de même à propos de l'arrivée au pouvoir d'un « Pinochet russe » qui semblait cette fois se préciser. Oleg Moroz écrivait ainsi :

« Il y a un soupçon (et pas seulement chez moi) que l'idéal secret de Poutine est le général Pinochet (lors d'un récent meeting à propos de la disparition de Babitski on avait écrit sur des pancartes "PoutINOCHET")¹⁶. »

Mais il ne s'agit là que de voix bien isolées venant essentiellement de défenseurs des droits de l'homme, regroupés pour la plupart autour de l'organisation « Mémorial », et qui ont d'autant plus de mérite qu'ils sont l'objet d'une violente campagne de presse dans la plus pure tradition soviétique¹⁷.

16. Oleg Moroz, « Putin i Čubajs : kak v more korabli ? Ili naoborot ? » [Poutine et Tchoubaïs : se sont-ils séparés comme des navires en mer ? Ou est-ce le contraire ?], *Literaturnaja gazeta*, 8, 2000.

17. Voir à titre d'exemple : Natalja Ajrapetova, « Rossii nužna zaščita ot pravo-zaščitnikov » [La Russie a besoin d'une protection contre les défenseurs des droits de l'homme], *Nezavisimaja gazeta*, 10 décembre 1999. L'auteur y affirmait que la Russie aurait bientôt besoin d'un « Bill sur les droits de l'Etat et sa protection contre les défenseurs des droits de l'homme » qui détruiraient leur pays avec une

POUTINE PRÉSIDENT

Avec une telle mise en condition du pays, rien ne pouvait arrêter la machine à faire gagner Vladimir Poutine. La campagne se fit sur les thèmes de la lutte contre la corruption, du retour à l'ordre, de la grandeur et de l'indivisibilité de la Russie. Le candidat Poutine promit aussi de faire triompher la « dictature de la loi », formule qui une nouvelle fois réjouit les partisans de l'ordre et inquiéta ceux qui, comme V. Stoupichine, considèrent que le terme de dictature s'accorde mal avec la notion d'Etat de droit¹⁸.

Le résultat des élections montre en tout cas que ceux qui faisaient confiance à Vladimir Poutine étaient nettement plus nombreux que ceux qui émettaient des réserves à son égard. La question se pose maintenant de savoir si leur confiance était justifiée et de voir si les premiers actes du nouveau président permettent de mieux cerner l'homme et de comprendre où se dirige la Russie.

Force est de constater qu'il est toujours aussi difficile d'apporter une réponse claire. Les premières mesures significatives prises par Vladimir Poutine concernent essentiellement deux domaines que nous allons examiner rapidement.

Tout d'abord la réforme de l'administration fédérale et la mise en place d'un pouvoir vertical. Dans le but de faire rentrer les sujets de la Fédération dans la légalité constitutionnelle, Poutine a proposé une réforme de la formation du Conseil de la Fédération qui en éliminerait les gouverneurs. Les membres seraient désignés par les gouverneurs et les présidents des Parlements locaux. Quant aux gouverneurs, n'étant plus parlementaires, ils perdraient l'immunité judiciaire attachée à cette fonction. En même temps il est prévu que les gouverneurs ou présidents pourront être révoqués par le Kremlin et les assemblées locales dissoutes, s'ils violent la

« volupté pathologique ». Elle comparait leur mouvement à des sectes totalitaires et les accusait d'être à la solde de l'étranger...

18. Vladimir Stupišin, « Čto takoe diktatura zakona ? » [Qu'est-ce que la dictature de la loi ?], *Literaturnaja gazeta*, 9, 2000. Dans cet article l'auteur exprimait de forts doutes sur les intentions démocratiques de Poutine, parlait de génocide à propos de la guerre de Tchétchénie et de terrorisme d'Etat dans l'affaire du journaliste Andreï Babitski. Il utilisait les termes d'« Etat totalitaire » et mettait en garde le pouvoir contre la tentation de réussir ce que les auteurs du putsch d'août 1991 n'avaient pas réussi à faire.

Constitution ou les lois fédérales. Cette réforme correspond aux promesses électorales du candidat Poutine et quand on considère la façon dont fonctionnait la Fédération de Russie, on pourrait admettre le bien-fondé de la chose. Sauf que le limogeage et la dissolution seront du ressort du Kremlin et que dans l'affaire on fera fi du vote des électeurs, ce qui prête fortement à discussion. Néanmoins ce projet de loi fut voté par la Douma et par le Conseil de la Fédération, qui, après un premier rejet, finit par « déposer les armes » et se soumettre à la décision du président.

Dans sa volonté d'installer un pouvoir fédéral fort, Vladimir Poutine décida en outre, par un décret signé le 13 mai, de créer sept districts fédéraux englobant plusieurs régions et dont la géographie est calquée sur les grands arrondissements militaires russes. Ces districts seront administrés par sept « super-préfets », représentants du président et qui auront pour tâche de garantir la coordination des organes fédéraux du pouvoir exécutif avec l'administration régionale. Le super-préfet aura surtout la haute main sur les organes de sécurité. Et le fait que Vladimir Poutine ait nommé cinq personnes issues de l'armée ou des organes de sécurité et seulement deux civils à ces postes, amène à se poser de sérieuses questions sur ses intentions.

La volonté du Kremlin de contrôler l'ensemble du pays est donc bien évidente, même si dans la pratique la chose est plutôt irréalisable¹⁹. Nous assistons en tout cas dans ce domaine à un net retour en arrière par rapport à la parade des souverainetés de la dernière décennie.

La deuxième série de mesures concerne la lutte contre les oligarques et sur ce point la démarche semble beaucoup plus floue. Vladimir Poutine affirma deux choses contradictoires. D'une part il se prononça contre la corruption et la fuite des capitaux, d'autre part il n'envisagea aucune remise en cause des privatisations. Dans la pratique, on assista à une offensive lancée contre le groupe Media-Most et à l'arrestation de son directeur Vladimir Gousinski²⁰. La protestation générale qui s'ensuivit amena le pouvoir à

19. Beaucoup prêtent en effet aux gouverneurs une reculade tactique, dans la mesure où ils mèneront une politique de sabotage en douceur et « d'appropriation » des fonctionnaires fédéraux.

20. L'opération se fit en deux temps. Le 11 mai 2000 des hommes coiffés de cagoules noires firent irruption au siège moscovite de Media-Most, groupe de presse indé-

battre en retraite rapidement. Une deuxième offensive fut lancée quelque temps plus tard contre le groupe Norilsk Nickel, dirigé par Vladimir Potanine, ce qui entraîna cette fois de vives réactions d'Anatoli Tchoubaïs, patron du monopole de l'électricité qui dénonça la tentative de ramener le pays en arrière. Quelques semaines plus tard, le 28 juillet, Boris Nemtsov organisa une rencontre entre Poutine et vingt-et-un oligarques qui sembla aboutir à un compromis à l'avantage de ces derniers qui bénéficieraient d'une amnistie.

RETOUR EN ARRIÈRE ?

Peut-on alors parler de menace de retour en arrière, de mise en place de régime autoritaire ou policier ? Les événements évoqués ne permettent certes pas de répondre par l'affirmative, cependant on peut éprouver des inquiétudes. Tout reste lié à la personnalité de Vladimir Poutine. Lors de l'émission « Où va la Russie ?²¹ », déjà évoquée, la politologue russe Lilia Chevtsova rappelait que Poutine était d'abord un homme des services secrets, qu'il était indifférent à la question de la démocratie et qu'il voulait avant tout le pouvoir. Oleg Moroz considérait pareillement que Poutine était prêt à se lancer sur la voie tracée par Pinochet jusqu'à ce qu'il rencontre un obstacle insurmontable²².

Dans cette optique les premiers pas de Vladimir Poutine ne peuvent pas susciter l'optimisme sur l'avenir de la Russie. En ce qui concerne la réforme de l'administration on ne peut que s'interroger sur les mesures qui prévoient un limogeage des gouverneurs sur décision du Kremlin, sans aucune procédure du type « impeachment ». La création des sept arrondissements avec sept super-

pendant très critique envers le Kremlin, notamment par l'intermédiaire de la chaîne de télévision NTV. La raison officielle de cette perquisition était l'ouverture d'une enquête sur les activités illégales du service de sécurité de Média-Most, accusé de collecter des informations relevant du secret commercial. Un mois plus tard, le 13 juin, Vladimir Goussinski, président du groupe, était arrêté et incarcéré pour détournement de fonds et abus de pouvoir. Vladimir Poutine, qui entamait le même jour une visite officielle en Espagne, affirma alors qu'il n'était pour rien dans cette affaire, mais émit des réserves sur la décision prise par le Parquet russe.

21. Emission diffusée sur « ARTE », le 16 mars 2000.

22. Oleg Moroz, art. cit.

préfets issus majoritairement des « structures de force » et dotés de pouvoirs étendus peut également laisser craindre le retour à un pouvoir hyper-centralisé qui ne correspond plus du tout à l'air du temps et qui dans un pays des dimensions de la Russie ne peut rien donner de bon, ce que le passé a du reste amplement démontré.

Mais le principal sujet d'inquiétude semble bien être la tentative de reprise en main du pays. Beaucoup en Russie considèrent que tous les événements qui s'enchaînent depuis l'été 1999 suivent un scénario bien précis. L'ancien premier ministre Sergueï Stepachine a reconnu que la guerre contre la Tchétchénie avait été programmée dès mars 1999. Il s'agissait de faire monter la fibre patriotique du pays et de le préparer à la venue d'un homme fort. Cette guerre permet aussi une militarisation rampante du pays, de le mobiliser comme du temps de l'URSS contre l'ennemi. Ce point de vue est exprimé par le publiciste A. Novikov :

« La Tchétchénie, pour nous, Russes, devient aujourd'hui ce qu'est la Palestine pour Israël. D'un côté c'est un "mal de tête" permanent, de l'autre un prétexte pour une psychose patriotique continue. Pour des exercices militaires... Dans les prochaines décennies la Russie sera obligée de passer à une "démocratie militaire", semblable à celle qui existe en Israël²³. »

Il ne s'agira certes pas d'une dictature, mais d'un régime où des éléments militaires seront fortement présents et où les libertés seraient surveillées.

On note déjà un rôle grandissant du FSB qui ne se manifeste pas uniquement par l'arrivée d'hommes issus de ses structures dans les hautes sphères du pouvoir. Des sections du FSB ont été réintroduites dans l'armée et une branche de ce même FSB est chargée de surveiller la presse. C'est du reste peut-être dans ce domaine que la plus grande vigilance est nécessaire. Le pouvoir a fait le maximum pour contrôler les informations sur la guerre de Tchétchénie et l'attaque contre Media-Most n'a pas tant été ressentie comme une lutte contre les oligarques que comme la volonté des autorités de réduire au silence les médias indépendants. Cette tentative a alors échoué du fait de la mobilisation générale des intellectuels et des démocrates.

23. A. Novikov, « Budem, kak v Izraile ? » [On sera comme en Israël ?], *Literaturnaja gazeta*, 21, 2000.

Cependant le pouvoir n'a pas dit son dernier mot. Il a manifesté en septembre dernier le désir de contrôler effectivement la chaîne ORT, dont il est actionnaire principal, mais qu'il avait laissé à Boris Berezovski qui fut jusqu'à l'été un serviteur loyal avant de passer à l'opposition²⁴. Par ailleurs le Kremlin a lancé une nouvelle offensive contre NTV en tentant un rachat de Media-Most par l'intermédiaire de Gazprom dont l'Etat est l'actionnaire principal²⁵. Et tout cela se fit dans un climat particulier de tension et d'alarmisme²⁶.

On se dirigerait donc vers un type de régime que certains politologues russes appellent « démocratie administrée » (*upravljaemaja demokratija*) ou « démocratie manipulée » (*manipuljativnaja demokratija*) qui serait un type intermédiaire entre l'autoritarisme et la démocratie, mais qui devrait « normalement » déboucher sur une véritable démocratie²⁷. Normalement, à condition que « l'esprit KGB » de Poutine et de son équipe ne prenne le dessus et ne conduise à un nouvel Etat policier. Car, habitués à penser selon certains critères, ces hommes comptent avant tout sur la manière forte et sur leur impunité pour faire passer leur politique. On pourrait alors assister à la mise en place d'un système particulier de capitalisme, appelé « capitalisme de la nomenklatura » qui ne pourrait survivre que dans le cadre d'un Etat policier, dans la mesure où il doit « s'appuyer sur l'étouffement des droits et libertés²⁸ ».

24. Cette reprise en main de ORT fut en particulier marquée par l'éviction de son journaliste vedette, Sergueï Dorenko, dont le dévouement à la cause du Kremlin lors des élections législatives et présidentielles fut vite oublié.

25. L'affaire devrait se régler au tribunal en octobre. Gazprom a l'intention de demander à NTV le remboursement de ses dettes, payables en actions, ce qui lui donnerait le contrôle du groupe.

26. Nous mentionnerons la déclaration lancée par la direction de Media-Most le 20 septembre : « Nous avertissons l'opinion publique dans le pays et à l'étranger : aujourd'hui en Russie se décide le destin de la liberté d'expression. La menace d'une transformation des médias russes en une machine à propagande unique de type soviétique est actuelle comme elle ne l'a jamais été. On en a pour preuve la vague sans précédent de silence et de mensonges qui s'est abattue ces jours-ci des écrans et des pages des médias gouvernementaux. »

27. Pour plus de détails nous renvoyons aux articles de V. Tret'jakov : « Diagnost : upravljaemaja demokratija » [Diagnostic : démocratie administrée], *Nezavisimaja gazeta*, 13 janvier 2000 et de S. Markov : « Manipuljativnaja demokratija » [La démocratie manipulée], *Nezavisimaja gazeta*, 2 mars 2000.

28. Cf. I. Xaričev, « Policejskoe gosudarstvo grozit stat' našim buduščim » [L'Etat policier menace de devenir notre avenir], *Nezavisimaja gazeta*, 8 février 2000.

LE RETOUR DE L'INTELLIGENTSIA

La plus grande vigilance est donc de mise pour les démocrates qui se doivent de surveiller ce pouvoir et de tout faire pour éviter les dérapages. Et dans ce rôle de censeur on pourrait bien retrouver l'intelligentsia dont le silence depuis la réélection de Boris Eltsine fut bien pesant. Choquée par les effets de la crise et ayant perdu toutes ses illusions sur le pouvoir, elle disparut en effet de la scène, se tournant, elle aussi, bien souvent vers le patriotisme. Certes quelques voix s'élevèrent à partir de l'automne 1999 contre la nouvelle guerre de Tchétchénie, mais dans l'ensemble l'intelligentsia soutint Vladimir Poutine ou pour le moins observa un silence complice.

Le réveil s'est fait avec le raid lancé contre Media-Most. S'il y a en effet un terrain sur lequel l'intelligentsia reste sourcilleuse et entend bien garder le bénéfice des avantages acquis, c'est celui des libertés. C'est pourquoi elle a aussitôt réagi, demandant des explications au président et prenant ensuite la défense de Vladimir Goussinski et celle de la liberté de la presse. C'est ainsi que le journal à grand tirage *Argumenty i fakty* réagissait avec un article signé par son service analytique. Les journalistes avertissaient que si l'intention du pouvoir était de ramener la presse d'opposition à la raison, il commettait une erreur. Le pouvoir a en effet besoin d'une opposition :

« Un journalisme d'opposition, comme l'opposition en général est une assurance pour l'Etat et... une garantie de sa survie. Qui, sinon les journalistes, indiquera au pouvoir les erreurs qu'il fait ou s'apprête à faire ?... On ne peut connaître à fond l'opinion publique et gérer un pays au seul moyen des services spéciaux²⁹. »

L'intelligentsia a donc retrouvé spontanément son rôle traditionnel de censeur du pouvoir et d'opposant, et c'est du reste vers elle que se tourne le politologue A. Tsipko qui fit activement campagne pour une victoire sans appel de Poutine. Dans un article paru en juin 2000³⁰, il regrettait l'absence d'opposition à Poutine à un moment important, considérant qu'il était nécessaire d'en avoir une

29. « Začem nužna svoboda slova », [Pourquoi la liberté de parole est nécessaire], *Argumenty i fakty*, 21, 2000.

30. A. Cipko, « Niša oppozicii vakantna » [La niche de l'opposition est vacante], *Literaturnaja gazeta*, 24, 2000.

pour préserver la société et les dirigeants de décisions insuffisamment réfléchies. Passant en revue les différentes forces pouvant jouer le rôle d'opposition, il s'arrêtait finalement sur l'intelligentsia qui n'avait rien à perdre et qui, de par sa nature, ne pouvait se taire. Et il affirmait :

« Je fonde personnellement mes espoirs sur l'esprit d'opposition de l'intelligentsia travaillant dans les sciences sociales. C'est à elle que revient de remplir le noble rôle qui lui fut échu pendant la période soviétique. »

Assisterions-nous à un bond de vingt ou trente ans en arrière ? Plusieurs faits que nous avons évoqués le laissent envisager, et retrouver l'intelligentsia dans un rôle d'opposition, comme elle le remplit par le passé, n'est pas ce qu'on peut attendre de mieux. Cependant il faut aussi bien comprendre que le pays a changé. Si le récent drame du sous-marin « Koursk » a montré la persistance de vieux réflexes soviétiques chez les dirigeants et dans le haut commandement militaire, la réaction des médias et de la population a aussi prouvé qu'il était difficile de s'en tenir à ce schéma. Dans cette lutte engagée entre le pouvoir russe et la société civile, il faut espérer que cette dernière l'emporte et que malgré la lassitude, le pays avec l'aide de son intelligentsia arrive non seulement à enlever à Poutine la mentalité issue des « services » qui le caractérise, mais aussi à le pousser vers la création d'un véritable Etat de droit où chacun aura sa place. A l'heure actuelle, rien ne garantit une issue heureuse, mais comme le faisait remarquer Nikolaï Jouravlev en conclusion d'un bilan sans complaisance de la première année de Poutine au pouvoir : « Au demeurant, l'espoir meurt toujours en dernier³¹. »

Université de Nantes

31. N. Žuravlev, « Podsyxajuščij ostatok » [Le reste qui se dessèche], *Literaturnaja gazeta*, 32-33, 2000. Pour être honnête, nous précisons que Žuravlev ajoutait dans la deuxième partie de sa phrase : « seulement en Russie il est toujours à l'article de la mort »...